

Raymond Huard

**Maria Sierra, Rafael Zurita, Maria Antonia Peña [dir.], *La representación política en la España liberal - Ayer, Revista de Historia contemporánea*, n° 61, 2006/ 1, Madrid, Marcial Pons, 2006, 325 p. ISSN : 1134-2227. 20 euros.**

---

#### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

#### Référence électronique

Raymond Huard, « Maria Sierra, Rafael Zurita, Maria Antonia Peña [dir.], *La representación política en la España liberal - Ayer, Revista de Historia contemporánea*, n° 61, 2006/ 1, Madrid, Marcial Pons, 2006, 325 p. ISSN : 1134-2227. 20 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 23 décembre 2006.  
URL : <http://rh19.revues.org/index1161.html>  
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848  
<http://rh19.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index1161.html>  
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.  
Tous droits réservés

littérature suisse contemporaine (« Que reste-t-il de l'esprit de 1848? »), ici envisagée comme reflet de la quête d'une identité suisse, et à Manuel Meune d'analyser la contribution des Suisses du Québec aux commémorations de 1998.

Ce volume collectif dit à la fois la diversité des approches de l'esprit de 1848 et la force – sans commune mesure avec le cas français – qui relie ce passé mythique à un présent devenu beaucoup plus critique, et parfois sceptique, dans l'espace helvétique. C'est avant tout de la permanence des questionnements identitaires, dans un pays plurilingue et pluri religieux, que rendent compte ces contributions. Ainsi que l'énonce Anne-Marie Gresser, « Les États-Unis d'Amérique partagent avec la Suisse l'étonnante particularité d'être un État fort conservateur, né cependant d'une révolution. L'impulsion libertaire originelle n'a toutefois pas abouti, dans le cadre de la Suisse, à abattre les frontières – bien au contraire – d'où peut-être cette fascination pour la vastitude de l'espace américain ». Où l'on retrouve, en un certain sens, un écho au débat entre Tocqueville et Cherbuliez...

Jean-Claude CARON

Maria SIERRA, Rafael ZURITA, Maria Antonia PEÑA [dir.], *La representación política en la España liberal – Ayer, Revista de Historia contemporánea*, n° 61, 2006/ 1, Madrid, Marcial Pons, 2006, 325 p. ISSN : 1134-2227. 20 euros.

Les concepteurs de ce numéro de la revue *Ayer* notent l'intérêt croissant en Espagne pour l'étude de la représentation politique dans sa dimension culturelle et discursive. Cette livraison très riche (sept articles et une présentation) étudie cette question à partir du point de départ de la Constitution de Cadix (1812) jusqu'au dernier quart du siècle avec la Restauration de 1875. Elle intéressera évidemment les spécialistes de l'histoire de l'Espagne, mais aussi par ses perspectives comparatistes, tous ceux qui travaillent sur l'histoire politique du XIX<sup>e</sup> siècle. Le traumatisme de l'invasion napoléonienne pose de façon nouvelle la question du pouvoir en entraînant la crise de la monarchie. Celle-ci ouvre un large débat en Espagne et aussi dans les colonies d'Amérique. Comment définir de façon nouvelle la nation espagnole en y incluant les territoires d'outre-mer, comment renouveler la monarchie en convertissant « le corps de la monarchie en corps de la nation » (José M. Portillo Valdés) et comment en même temps définir des critères de citoyenneté? Ce champ de réflexion est nettement plus vaste que celui que connut la France à l'époque de la Révolution. Les territoires d'outre-mer prirent part activement au débat. La solution choisie par les auteurs de la Constitution de Cadix, audacieuse malgré tout, n'exclut pas des inégalités (au détriment des

colonies) et des exclusions (celle des nègres originaires d'Afrique par exemple). Ce débat, qui n'a eu certes qu'une application immédiate limitée, a un très grand intérêt théorique.

Après la chute de Napoléon, la monarchie espagnole entre dans une nouvelle phase, celle de la construction progressive et difficile d'un régime représentatif comparable à celui d'autres pays européens. Dans une contribution très synthétique sur « La représentation politique dans le discours du libéralisme espagnol (1845-1874) », Maria Serra, Rafaël Zurita, Maria Antonia Peña signalent que si les questions en discussion ne sont évidemment pas propres à l'Espagne (définition de la capacité politique au niveau du citoyen et de l'éligible, rôle de la couronne et des partis, discussion sur les influences admises et celles qui sont illicites) elles prennent néanmoins un aspect particulier dans un pays où l'analphabétisme est très élevé, et où, de ce fait, le critère de l'instruction peut paraître s'imposer, où la culture politique dominante de type patriarcal ou clientéliste donne à la question des éligibles une plus grande importance, où l'influence du gouvernement sur les élections est plus facilement admise. D'autre part la monarchie, garante de l'ordre et de l'autorité, est jugée ici plus autonome par rapport à la société qui incarne quant à elle à la fois la liberté et les intérêts. Comme on estime que l'Espagne est un pays à part, on se réfère peu aux autres systèmes européens.

Les cinq articles suivants étudient la vision de la représentation chez les grandes tendances politiques de la partie centrale du XIX<sup>e</sup> siècle. Et d'abord les libéraux modérés (Pablo Sánchez León) et les progressistes (José Luis Ollero Vallés). On pourrait rapprocher ces deux forces du binôme Résistance et Mouvement en France. Ce sont en tout cas tous les deux des partis de gouvernement. Pablo Sánchez León caractérise la culture des modérés comme une réaction intellectuelle prolongée contre la persistance du docéanisme (c'est-à-dire des idées démocratiques de 1812). Elle a des aspects romantiques, insiste sur la nécessité de tenir compte du sentiment autant que de la pensée (nombre de ces leaders politiques sont aussi poètes ou critiques littéraires). Elle est pessimiste face à la fragilité du pouvoir espagnol, à l'état attardé et relâché de la société civile. Les modérés qui se méfient de la classe moyenne égoïste, voudraient – vœu pieux – recréer une aristocratie désintéressée. Dans l'ensemble, ils ont adhéré à la constitution de 1835 et à la loi électorale de 1838 qui demeure censitaire malgré un certain progrès, et une partie d'entre eux adhéreront aussi à la réforme réactionnaire des institutions en 1845. Les progressistes, étudiés par José Luis Ollero Vallés, représentent un courant un peu plus à gauche, influencé par les idées politiques du libéralisme européen (Sieyès, Constant, Bentham). Leur conception de la citoyenneté, fondée sur la propriété et l'instruction, est évolutive. Bien qu'ils manifestent des intentions démocratiques, ils se rallient au cens, et ajournent le suffrage universel, souhaitable, jusqu'à ce que les conditions en soient – très hypothétiquement – réunies. L'auteur fournit au passage de précieuses

statistiques sur la population électorale. Les progressistes accepteront malgré tout le suffrage universel qui leur sera imposé après la révolution de 1868. Ils s'attachent aussi, et c'est le second axe de leur activité politique, à renforcer le parlement vis-à-vis du pouvoir royal. En somme le progressisme espagnol se rapproche assez du modèle libéral classique.

Aux deux pôles de l'éventail politique on trouve les républicains et les contre-révolutionnaires. Román Miguel González distingue trois grands courants dans le républicanisme, courant au sein duquel l'influence de la pensée démocratique européenne paraît très sensible. Les républicains né-jacobins, qui apparaissent au milieu de la décennie de 1830 et évoluent vers un socialisme jacobin à la fin des années 1850, sont les héritiers de Rousseau, de Robespierre et des sans-culottes. Leurs mots d'ordre, c'est le mandat impératif, le contrôle populaire (qui peut s'étendre au système économique), le «suffrage universel permanent». Les démo-libéraux, assez proches de nos opportunistes, inspirés par Sieyès, Madison, Stuart Mill, acceptent le système représentatif, accordent aussi une grande importance à l'idée de nation. Ils formeront la droite et le centre droit de l'Assemblée constituante de 1873 et fournissent les hommes d'État, Castelar, Salmerón, Canalejas. Le courant fédéraliste représenté par Pi y Margall est le plus original. Il change les termes du débat en accordant la priorité absolue au citoyen rationnel et autonome au détriment du pouvoir, jugé mauvais par essence. La commune pourvue de larges responsabilités doit être la cellule de base d'un État fédéraliste et décentralisé (notons que ce courant a directement influencé les fédéralistes français comme Louis Xavier de Ricard). Ces conceptions débouchent sur l'anarchisme. Chez les contre-révolutionnaires que présente José Ramón Urquijo Goitia, la pensée politique est beaucoup moins élaborée. Arc-boutés sur la défense de l'absolutisme, des institutions d'autrefois et notamment de Cortès seulement consultatifs, ils dénoncent les idées révolutionnaires et de façon plus générale les influences étrangères. Manoeuvrant en recul, leur principal interprète, Cándido Nocedal concentrera ses revendications sur l'exigence de l'indépendance des députés (garantie par de strictes incompatibilités) et la critique des manipulations gouvernementales lors des élections. Ce dossier se termine par un article panoramique de la spécialiste italienne Maria Serena Piretti qui, autour de deux thèmes, l'accès au vote et le système électoral, dresse un tableau de la situation de cinq pays européens dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie). Si le débat sur le droit de vote (droit ou fonction?) est présent à peu près partout, la marche vers l'élargissement du suffrage suit un cours différent selon les pays. Le système majoritaire uninominal domine largement sous des formes d'ailleurs variables (un ou deux tours). Les essais de le changer au profit d'un système plurinominal (France, Grande-Bretagne, Italie – l'Espagne associe les deux) ne s'étant pas révélés concluants, l'idée proportionnaliste gagne du terrain à la fin du siècle.

On signalera, en outre, parmi les articles extérieurs au thème central, une mise au point de Maria Pilar Salómon Chéliz sur « Laïcisme, genre et religion. Perspectives historiographiques » qui présente une approche à la fois thématique et chronologique sur la façon dont cette question s'est posée en Espagne.

Raymond HUARD

Iorwerth PROTHERO, *Religion and Radicalism in July Monarchy France. The French Church of the Abbé Chatel*, Lampeter, The Edwin Mellen Press, 2005, 362 p. ISBN 0-7734-6221-X. 74,95 livres sterling.

Voici un livre digne d'intérêt pour tout historien du religieux et du politique au XIX<sup>e</sup> siècle, qui vient combler un vide à propos d'un important culte dissident, quoique très éphémère (pour l'essentiel entre 1831 et 1837!). L'Église Catholique Française de l'abbé Châtel permet de mieux saisir les racines religieuses du républicanisme quarante-huitard, mais annonce aussi bien des évolutions religieuses ultérieures, jusqu'au second XX<sup>e</sup> siècle. Englobée dans l'oubli, cette religion dissidente partagea à sa façon le sort des utopies vaincues du premier XIX<sup>e</sup> siècle, et à ce titre fut ravalée au rang de curiosité sectaire. Que fut donc cette Église Catholique Française? Une religion dissidente, au dogme peu distinct du catholicisme, à la liturgie très simplifiée et modernisée, au public très populaire, urbain *et* rural. Ce fut aussi une réaction virulente à la Restauration religieuse des années 1820, et une expression paradoxale de l'anticléricalisme diffus des années 1830. Elle servit de « machine à pompes »<sup>5</sup> pour tous ceux auxquels l'intransigeance de certains clercs refusait certains rites de passage – mariages, enterrements religieux. Enfin, au moins en milieu urbain, elle permit, par ses liens patents avec le républicanisme et le bonapartisme populaires, une prise de parole politique.

Pour toutes ces raisons, Iorwerth Prothero signe un livre nécessaire, érudit et méthodique, qui légitime pleinement son objet. Il est parti en quête de toutes les traces possibles de ce culte, de son dogme et de ses adeptes, aux archives de l'archevêché de Paris, aux archives nationales et départementales, sans oublier des périodiques plus ou moins obscurs et des caricatures. L'empathie l'a même conduit, avec succès, à la recherche de la tombe du fondateur, l'abbé Châtel, au cimetière de Clichy. L'étude se divise en quinze chapitres, très étroitement chronologiques, qui suivent la naissance, l'apogée et le déclin d'un culte singulier. Disons d'emblée que ce choix discutable

5. Maurice AGULHON, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970, p. 183.